

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024**

<b>OBJET : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 13 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 19 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Christine BÉNET, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sabrina FITO

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241219-2024-131-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2024  
Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quinze novembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

### Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

### Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, M. Fabrice CASTELEYN

### Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL à M. Alain-Marc GARCIA, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA

### QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Alain-Marc GARCIA

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

## **Ordre du jour**

### **Fonctionnement des institutions communales**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 22 octobre 2024
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

### **Gestion des services publics**

3. Approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du camping municipal – Annexes

### **Ressources humaines**

4. Modalités de recrutement des agents recenseurs pour l'exercice 2025
5. Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de gestion de l'Aude – Annexe

### **Finances**

6. Plan de financement estimatif du déplacement du poste de police municipale
7. Plan de financement estimatif de l'aménagement paysager et urbain du Cours de la République (Phase 2)

### **Environnement et développement durable**

8. État d'assiette et destination des coupes de bois dans la forêt communale pour l'exercice 2025 – Annexe

### **Éducation, animation et jeunesse**

9. Convention de financement dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique au bénéfice de l'école élémentaire Françoise Dolto – Annexe

### **Questions diverses**

**NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE**

**DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESOBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU  
22 OCTOBRE 2024RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA**Voir le dossier envoyé****DOSSIER N° 2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE  
L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-76	22/10/2024	Mise à disposition d'un bien meublé appartenant au domaine privé de la Commune de Lézignan-Corbières, à titre onéreux à hauteur de 50 euros par mois, sis 6 rue du Château, à partir du 1 <sup>er</sup> novembre 2024.
2024-77	29/10/2024	Prolongation de l'AOT accordée à M. et Mme STINNE sur un emplacement du terrain du camping municipal jusqu'au 31 décembre 2024 ou jusqu'à la fin de la procédure de délégation de service public. La redevance mensuelle est fixée à 30 euros. À la date de l'effectivité du contrat de DSP avec le délégataire choisi, M. et Mme STINNE devront conclure un contrat de location avec celui-ci.
2024-78	29/10/2024	Prolongation de l'AOT accordée à Mme ANTOINE sur un emplacement du terrain du camping municipal jusqu'au 31 décembre 2024 ou jusqu'à la fin de la procédure de délégation de service public. La redevance mensuelle est fixée à 30 euros. À la date de l'effectivité du contrat de DSP avec le délégataire choisi, Mme ANTOINE devra conclure un contrat de location avec celui-ci.
2024-79	29/10/2024	Prolongation de l'AOT accordée à M. et Mme GAITAN sur un emplacement du terrain du camping municipal jusqu'au 31 décembre 2024 ou jusqu'à la fin de la procédure de délégation de service public. La redevance mensuelle est fixée à 30 euros. À la date de l'effectivité du contrat de DSP avec le délégataire choisi, M. et Mme

		GAITAN devront conclure un contrat de location avec celui-ci.
2024-80	29/10/2024	Prolongation de l'AOT accordée à M. et Mme THYS sur un emplacement du terrain du camping municipal jusqu'au 31 décembre 2024 ou jusqu'à la fin de la procédure de délégation de service public. La redevance mensuelle est fixée à 20 euros. À la date de l'effectivité du contrat de DSP avec le délégataire choisi, M. et Mme THYS devront conclure un contrat de location avec celui-ci.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET DU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CAMPING MUNICIPAL – ANNEXES

Vu les articles L. 1411-1 à L. 1411-19 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du Code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 2024-050 du 11 avril 2024 relative au lancement de la procédure de délégation de service public ;

Vu l'avis de la Commission de délégation de service public du 17 juillet 2024 relatif à l'analyse des candidatures ;

Vu l'avis de la Commission de délégation des services publics du 5 septembre 2024 relatif à l'analyse des offres des candidats ;

Vu le rapport du Maire élaboré à la suite des négociations engagées avec les candidats retenus, annexé à la présente ;

Vu le projet de convention de délégation de service public pour la gestion du « Camping La Pinède » annexé à la présente ;

Par la délibération n° 2024-50 du 11 avril 2024, et après avis favorables de la CCSPL (le 27 mars 2024) et du CST (le 2 avril 2024), le Conseil municipal a approuvé le principe de la délégation de service public en vue de la gestion et de l'exploitation du camping municipal, et en a approuvé les caractéristiques principales.

### **Rappel des dates importantes :**

-Avis de mise en concurrence le 29 avril 2024 : remise des candidatures et des offres le 8 juillet 2024 à 12h.

-1<sup>ère</sup> réunion de la Commission de délégation des services publics le 17 juillet avec : G. FORCADA, C. BÉNET, M. MASUYER, W. COMBES, T. DENARD et F. BAROUSSE. **Analyse des candidatures.** (Le compte-rendu est annexé à la présente délibération)

-2<sup>ème</sup> réunion de la Commission de délégation des services publics le 5 septembre avec les mêmes conseillers = décision d'entrer en négociations avec les 2 candidats.

**Analyses des offres des candidats.** (Le compte-rendu est annexé à la présente délibération)

### **Phase des négociations :**

-Demandes de précisions adressées aux candidats avec date limite pour remettre des documents complémentaires (20 septembre)

-Réunion de négociations avec chaque candidat : **24 septembre** journée. avec les membres de la CDSP (présence non obligatoire mais voulue pour assurer la transparence et inclure les conseillers membres de la CDSP dans le choix du candidat)

-Demandes de nouvelles précisions aux candidats et de remise d'une offre finale avant le **14 octobre**

-Analyses des offres finales par AUREAM, MLV et Me LINDITCH (AMO) avec les membres de la CDSP (présence non obligatoire mais voulue pour assurer la transparence et inclure tous les conseillers membres de la CDSP dans le choix du candidat) : le **22 octobre**.

Au cours de cette réunion, l'évaluation détaillée des deux offres en fonction du Règlement de la Consultation a abouti au classement exposé dans le Rapport annexé à cette délibération.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rappelle le déroulement de la procédure suivie par la commune, et rend compte en particulier de l'analyse des offres finales faites par les candidats après la période des négociations.

Ce rapport expose :

- les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité municipale, habilitée à signer le contrat de délégation de service public.
- les principales caractéristiques et l'économie générale de ce contrat.

Au vu de ce rapport, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

**1/ Approuver** le choix de la SARL « Camping La Pinède » en qualité de délégataire de service public du camping municipal pour une durée de 18 exercices.

**2/ Approuver** le projet de contrat de délégation de service public annexé à la présente.

**3/ Autoriser** Monsieur le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GERARD FORCADA

OBJET : MODALITÉS DE RECRUTEMENT DES AGENTS RECENSEURS POUR L'EXERCICE 2025

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le tableau des effectifs de la commune ;

Il est nécessaire de recruter des agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement de la population communale en année sur la période allant du 16 janvier au 22 février 2025. Pour ce faire, il est nécessaire d'organiser les conditions du recrutement.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le recrutement des agents recenseurs parmi les agents communaux ou à l'extérieur de la collectivité.

**2/ De fixer** la rémunération des agents recenseurs de la collectivité selon l'attribution d'une indemnité horaire pour travaux supplémentaires ou complémentaires ou d'une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires.

**3/ De fixer** la rémunération des agents recenseurs extérieurs à la collectivité selon l'attribution d'une indemnité forfaitaire ou sur l'indice du 1er échelon du grade d'Adjoint administratif.

**4/ D'approuver** le versement de la rémunération des agents recenseurs au terme des opérations de recensement au prorata du travail effectué.

**5/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 5**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNÉ

OBJET : ADHÉSION AU SERVICE DE MÉDECINE PROFESSIONNELLE ET PRÉVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE L'AUDE – ANNEXE

Vu les articles L. 811-1 à L. 814-2 du Code de la fonction publique ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu le Code du travail ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2022-551 du 13 avril 2022 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique territoriale ;

Vu le projet de convention d'adhésion décrivant les missions confiées au Centre de Gestion en matière de médecine de prévention ;

Les collectivités publiques sont tenues de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, ceci notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé de leurs agents.

Le Centre de Gestion de l'Aude dispose d'un service de médecine professionnelle et préventive déployé en application du code général de la fonction publique, au bénéfice des employeurs publics territoriaux du département de l'Aude.

Ces missions du service de médecine professionnelle et préventive s'exercent dans le cadre de l'ensemble des dispositions statutaires relatives à la santé au travail, à destination de l'ensemble des agents de la commune et ce quel que soit leur statut (agent de droit public et agent de droit privé).



Ce service est constitué, sous l'animation et la coordination du médecin, d'une équipe pluridisciplinaire, composée de professionnels de santé qualifiés, d'experts et de personnels administratifs dédiés.

L'équipe pluridisciplinaire assure pour le compte de l'employeur :

- Les visites médicales périodiques
- Les visites médicales d'embauche
- Les visites médicales à la demande notamment les visites de reprises à la suite des absences pour raisons de santé

Par ailleurs, le service de médecine professionnelle et préventive soutient les collectivités territoriales dans la mise place de leur politique de santé au travail et propose des actions complémentaires (prévention et conditions de travail, conseils en organisation, etc.).

En contrepartie de l'ensemble des prestations assurées par l'équipe pluridisciplinaire du service de médecine professionnelle et préventive, la commune devra verser une cotisation annuelle de 0,45 % assise sur la masse salariale de l'année N-1 pour l'ensemble des agents quel que soit leur statut.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de gestion de l'Aude.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service de médecine préventive de santé au travail géré par le Centre de Gestion de l'Aude, pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2025, ainsi que toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**3/ D'inscrire au budget 2025** les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer

## **DOSSIER N° 6**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : WILLIAM COMBES

OBJET : PLAN DE FINANCEMENT POUR L'AMÉNAGEMENT DU NOUVEAU POSTE DE POLICE MUNICIPALE

Le service de Police Municipale est à ce jour composé de 16 agents de police municipale, 2 agents de surveillance de la voie publique, le tout sous la direction du chef de la police municipale. Il est à noter également que ce service gère un Centre de Surveillance Urbain (CSU) auquel 62 caméras de vidéoprotection sont raccordées.

Ce service est actuellement positionné dans des locaux contigus à l'hôtel de ville. L'exiguïté des lieux ne permet pas :

- De disposer de surfaces de vestiaires suffisantes et donc pas de vestiaires sexués.
- De disposer salle de réunion/briefing indépendante
- De disposer de postes de travail pour la rédaction des rapports dissociés des circulations pour le personnel
- De pouvoir mettre à disposition des services de gendarmerie un poste de visualisation des images enregistrées
- D'accueillir le public dans des conditions « normales »
- De stationner les véhicules affectés au service à l'abri et surtout à proximité

Par ailleurs, seules 3 pièces bénéficient d'un éclairage naturel (Bureaux du directeur, du superviseur du CSU ainsi que l'accès aux locaux et à la salle d'accueil du public).

En 2022, la mairie a eu l'opportunité d'acquérir un bâtiment en centre-ville d'une surface au sol de 530 m<sup>2</sup> autrefois exploité par un laboratoire d'analyses médicales. Un étage d'une superficie de 215 m<sup>2</sup> dont le plancher est constitué d'une dalle béton épaisse couvre une partie du rez-de-chaussée. Il est accessible par un escalier.

Le bâtiment est implanté en limite de domaine public sur sa façade nord tandis que le pan de mur aveugle au sud est en mitoyenneté avec de multiples propriétés privées. Enfin, à chaque extrémité, les pignons Est et Ouest sont distants de la limite domaine privé/ domaine public par des cours ceintes de murs et accessibles par de larges portails.

Le présent projet prévoit d'affecter 130 m<sup>2</sup> de la surface en rez-de-chaussée en bout de bâtiment, la cour qui lui est contiguë ainsi que la totalité de l'étage à la police municipale de Lézignan-Corbières. Ainsi, l'ensemble des équipements nécessaires au fonctionnement de ce service seront regroupés sur un site unique, les conditions de travail des agents seront conformes aux différentes réglementations en la matière, le public pourra être accueilli comme il se doit.

Le descriptif de l'aménagement est le suivant :

1°) Rez-de-chaussée :

- Création dans la façade d'un accès public à l'accueil de la police municipale indépendant du reste du bâtiment qui sera affecté à un autre usage
- Création d'un local avec banque d'accueil du public et son poste de travail
- Création d'une salle d'attente fermée contiguë à l'espace d'accueil du public
- Création d'un bureau pour le chef de service et d'un local de rangement pour les équipements des agents hors habillement et armurerie

2°) Etage :

Un espace clos sera créé pour y transférer le CSU comprenant :

- Une salle de supervision en direct équipée de 2 postes de travail
- Un bureau pour le responsable du CSU dans un espace sera réservé pour les besoins des services de gendarmerie
- Un local serveurs dédiés au CSU
- Une armurerie sécurisée
- Une salle de réunion/briefing
- Un bureau équipé d'un poste de travail pour les ASVP
- Un bureau pouvant être équipé de 4 postes de travail pour les policiers municipaux
- Un vestiaire hommes pouvant accueillir 16 agents et équipé de douches
- Un vestiaire femmes pouvant accueillir 4 agents et équipé d'une douche
- Deux espaces sanitaires sexués avec urinoirs côté hommes
- Un espace de pause équipé de mange-debout, four à micro-ondes, cafetière, réfrigérateur et évier

Il est précisé que l'ensemble des aménagements intérieurs n'entraînent aucune modification de la structure porteuse et que les véhicules affectés au service pourront être remisés dans la cour sans aménagement particulier.

Le plan de financement de cette opération d'aménagement est donc le suivant :

1°) Montant des dépenses envisagées.

- Montant HT du projet : 386 724,82 €
- Montant MOE : 32 425 €
- Montant de la TVA : 91 431,81 €
- Montant raccordement fibre et acquisition mobilier : 38 009,24 €
- Total des dépenses HT : 457 159,06 €
- Total des dépenses TTC : 548 590,87 €

## 2°) Montant des financements sollicités.

- DETR : 137 147,72 €
- Région Occitanie : 91 431,81 €
- Conseil Départemental de l'Aude : 91 431,81 €
- FIPD : 45 715,91 €
- Autofinancement : 91 431,81 €
- Total des financements sollicités : 457 159,06 €

Il est donc proposé au conseil municipal :

**1/ D'approuver** le plan de financement de cette opération d'aménagement.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 7**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : PLAN DE FINANCEMENT POUR L'AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET URBAIN DU COURS DE LA RÉPUBLIQUE (PHASE 2)

Le cours de la République est un lieu de vie majeur pour le cœur de ville de Lézignan-Corbières, que ce soit en termes d'activités commerciales et d'échanges. A ce jour, il est organisé autour de la circulation automobile. L'objet du réaménagement passe par sa transformation pour en faire une véritable place sur laquelle les automobiles seront toujours autorisées à circuler mais d'une façon différente. Par ailleurs, le projet de réaménagement a été étudié comme une partie intégrante de la circulate.

Cette phase 2 va donc permettre de procéder à une réhabilitation de l'artère principale du centre-ville de Lézignan-Corbières, la phase 1 ayant consisté à rénover les réseaux humides. La réhabilitation du cours de la République prendra en compte plusieurs dimensions socio-économiques afin de rendre à ce lieu qui a perdu son dynamisme une dimension humaine attractive, le constat étant que le cœur de ville se meurt car déserté par les consommateurs réguliers ou/et occasionnels et les commerces qui préfèrent s'installer en périphérie de la ville.

Ce projet d'aménagement s'inscrit dans une logique d'ensemble permettant de tenir compte des attentes des acteurs de la vie locale (commerçants, habitants, touristes, élus...).

La restauration des réseaux ayant été effectuée, la seconde phase de l'opération portera en particulier sur l'aménagement paysager. Afin de s'assurer de la qualité du projet, l'équipe de maîtrise d'œuvre est constituée de professionnels dans divers domaines : 1 paysagiste-concepteur, 1 architecte diplômé, 1 architecte urbaniste diplômé, 1 Bureau d'Etudes Techniques spécialisé en VRD.

Ce projet nécessite également une OPAH-RU sur le centre-ville, qui est connexe à cet aménagement et vient dans la continuité de l'aménagement de la Place Cabrié. La mise en œuvre de cette OPAH-RU et du projet dans son ensemble nécessitera l'intervention d'autres acteurs, professionnels ou non, intervenant dans différents secteurs de la vie locale comme la DDTM, la DREAL, les commerçants de la ville, l'Union des Commerçants de Lézignan, les associations culturelles, sportives et caritatives, les chambres consulaires comme la CCI, la chambre des métiers... (cette liste n'est pas exhaustive).

Le plan de financement de cette opération d'aménagement est donc le suivant :

## 1°) Montant des dépenses envisagées

- Montant HT du projet : 1 463 670,74 €

- Montant MOE : 115 631,18 €
- Montant de la TVA : 315 860,38 €
- Montant des dépenses HT : 1 579 301,92 €
- Total des dépenses TTC : 1 895 162,30 €

**2°) Montant des financements sollicités**

- DETR : 473 790,58 €
- Région Occitanie : 315 860,38 €
- Conseil Départemental de l'Aude : 315 860,38 €
- Emprunt : 400 000 €
- Autofinancement : 73 790,58 €
- Montant total des financements sollicités : 1 579 301,92 €

Il est donc proposé au conseil municipal :

**1/ D'approuver** le plan de financement de cette opération d'aménagement.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 8**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : ÉTAT D'ASSIETTE ET DESTINATION DES COUPES DE BOIS POUR L'EXERCICE 2025 – ANNEXE

Vu l'article L. 214-5 du Code forestier ;

Vu le courrier reçu par les services municipaux de la part de l'Agence territoriale Ariège-Aude-Pyrénées Orientales de l'ONF le 24 avril 2024 ;

Dans le cadre de la gestion des forêts des collectivités relevant du régime forestier, l'Office National des Forêts est tenu chaque année de porter à la connaissance des collectivités propriétaires la proposition des coupes de l'état d'assiette ; c'est-à-dire des coupes prévues au programme de l'aménagement en vigueur (coupes réglées) ainsi que, le cas échéant, des coupes non réglées, que l'ONF considère comme devant être effectuées pour des motifs techniques particuliers.

Dans le courrier visé, l'Agence territoriale Ariège-Aude-Pyrénées Orientales de l'ONF propose l'inscription à l'état d'assiette pour l'année 2025 des coupes suivantes :

Parcelle	Type de coupe	Volume présumé réalisable	Surface à parcourir	Coupe réglée ou non réglée	Destination : vente ou délivrance (affouage)
23	AME	700 m <sup>3</sup>	10 ha	Coupe réglée	Vente

Le Conseil municipal doit se prononcer sur la destination (vente ou affouage) de chacune des coupes proposées pour l'année 2025. Si le Conseil veut s'opposer à cette inscription, il lui appartient d'exposer les motifs de son refus conformément à l'article 214-5 du code forestier. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'accepter ou de refuser** la proposition faite par l'ONF d'inscrire à l'état d'assiette les coupes désignées ci-dessus pour l'exercice 2025. (Le Conseil municipal doit dans ce cas informer le Préfet de région des motifs de son opposition).

**2/ De demander** à l'ONF de bien vouloir procéder à leur désignation.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 9**

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : ALAIN-MARC GARCIA

OBJET : CONVENTION DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DU FONDS D'INNOVATION PÉDAGOGIQUE AU BÉNÉFICE DE L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE FRANÇOISE DOLTO - ANNEXE

Vu la loi de finances pour 2024 ;

Vu le projet pédagogique présenté par l'école élémentaire Françoise Dolto ;

Vu la correspondance adressée par M. Joël LAPORTE, Directeur académique des services de l'Éducation nationale de l'Aude à M. Gérard FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières le 18 juillet 2024 ;

Vu le projet de convention de financement dans le cadre du Fonds d'Innovation Pédagogique, (projet CJVS-4DPZ) présenté par l'école élémentaire Françoise Dolto et intitulé « *Au fil des contes* », tel qu'il est joint en annexe de ladite correspondance du 18 juillet 2024 et de la présente délibération ;

Dans le cadre de la démarche « *Notre école, faisons-la ensemble* » lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été ouverte impliquant tous les partenaires du milieu éducatif. Les écoles et établissements qui le souhaitaient pouvaient aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent ainsi bénéficier d'un soutien financier du Fonds d'Initiative Pédagogique. C'est donc dans ce cadre que le projet « *Au fil des contes* » présenté par l'école élémentaire Françoise Dolto a obtenu un financement de 5 452,82 euros.

Cette subvention doit cependant être versée à la ville de Lézignan-Corbières dans la mesure où ces fonds s'inscrivent dans une logique complémentaire aux financements assurés par la commune pour l'enseignement, selon les modalités prévues par la convention de financement annexée à la présente délibération. L'objet de cette convention est d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du Fonds d'Innovation Pédagogique de l'État, gestionnaire du fonds en question, avec la commune de Lézignan-Corbières.

Il est donc proposé au conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de financement du projet de l'école élémentaire Françoise Dolto intitulée « *Au fil des contes* ».

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

## **TENEUR DES DISCUSSIONS**

**Monsieur le Maire ouvre la séance à 18 h.**

**M. FORCADA :** Messieurs Dames, bonsoir à tous, avant-dernier Conseil de 2024, le secrétaire de séance Alain-Marc Garcia va faire l'appel.

*[Il est procédé à l'appel des présents.]*

**M. FORCADA :** Parfait. Très bien. Le quorum est atteint pour la séance du conseil municipal.

### **1 – Approbation du PV de la séance du Conseil municipal du 22 octobre 2024**

Premier dossier, comme d'habitude, l'approbation du procès-verbal de la séance du conseil du 22 octobre 2024. Est-ce qu'il y a des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

### **2 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal**

**M. FORCADA :** La liste des décisions du Maire. Il y en a cinq. La première, c'est comme d'habitude, d'ailleurs, la location de notre appartement d'accueil au 6 rue du château à partir du 1er novembre 2004. Là, c'est à titre onéreux, c'est 50 euros par mois. Ensuite, quatre autres dossiers sont reliés, bien sûr, au camping, puisque c'est la prorogation des contrats de location toujours pour les mêmes montants. Il y a trois mobil-homes pour 30 euros chacun par mois, donc. Et une autre, pour une caravane pour 20 euros. Donc les époux STINNE, Mme ANTOINE et M. et Mme GAITAN pour les mobil-homes, et M. et Mme THYS pour la caravane. Donc prorogation pour un mois. Voilà pour les cinq décisions du Maire.

**Le Conseil municipal prend acte sans question ni observation**

### **3 – Approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du camping municipal – Annexes**

**M. FORCADA :** Le dossier numéro 3, tant attendu. C'est donc l'approbation du choix du délégataire du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du camping municipal.

Vu la délibération relative au lancement de la procédure de délégation de service public et l'avis de la commission de délégation de service public du 17 juillet 2024 relatif à l'analyse des candidatures, vu l'avis de la commission de délégation de service public du 5 septembre 2024 relatif à l'analyse des offres des candidats, le rapport du Maire élaboré à la suite des négociations engagées avec les candidats retenus, annexé, bien sûr, au dossier que vous avez tous, dont vous avez pris connaissance, j'espère, et vu le projet de convention de délégation de service public pour la gestion du camping « La Pinède », annexé à la présente ;

Par la délibération 2024-50 du 11 avril 2024 et après avis favorable de la CCSPL le 27 mars 2024 et du CST le 2 avril 2024, le conseil municipal a approuvé le principe de la délégation de service public en vue de la gestion et de l'exploitation du camping municipal et en a approuvé les caractéristiques principales.

Le rapport, dont vous avez pu prendre connaissance, en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rappelle le

déroulement de la procédure suivie par la commune et rend compte, en particulier, de l'analyse des offres finales faites par les candidats après la période des négociations.

Ce rapport expose donc les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité municipale habilitée à signer le contrat de délégation de service public et les principales caractéristiques et les conditions générales de ce contrat.

Au vu de ce rapport, il est demandé au conseil municipal de bien vouloir approuver le choix de la SARL « Camping La Pinède » en qualité de délégataire de service public du camping municipal pour une durée de 18 exercices, d'approuver le projet de contrat de délégation de service public annexé à la présente et de m'autoriser à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Monsieur Thierry DENARD a la parole. S'il vous plaît, le micro.

**M. DENARD :** Oui. Mesdames et messieurs, chers collègues, je souhaite intervenir, donc, sur cette délibération et, tout d'abord, je tiens à saluer l'organisation de cette procédure de mise en concurrence, ainsi que l'analyse approfondie des offres qui a été réalisée à travers quatre réunions et une commission de négociation. Il est également important de rappeler que le seul motif juridique qui avait été invoqué au départ pour justifier l'interruption de la gérance du couple PAILHIEZ, c'était justement ce seul motif juridique et non la remise en cause de leurs compétences ou de leurs résultats.

Un article de presse, d'ailleurs, du 27 octobre 2023, avait révélé un bilan d'exercice jugé positif par le gérant. Dès le début de cette procédure, nous avons exprimé notre position. Le niveau de capacité financière des candidats ne devait pas être le seul critère à retenir pour le choix du délégataire.

En effet, les possibilités d'extension du camping sont limitées et les constructions de nouvelles infrastructures interdites en vertu du plan de prévention des risques d'incendie de forêt en vigueur dans la Pinède. Nous avons toujours soutenu que ce camping devait rester un espace familial et ne pas se transformer en une structure stéréotypée et gérée par de grandes chaînes. L'offre du couple PAILHIEZ présente de nombreux atouts qui ont d'ailleurs été pris en compte dans l'analyse. Leur solide expérience locale, leur bonne connaissance de la clientèle avec des habitués fidèles, ainsi que les connaissances techniques de leur gérant en matière de réhabilitation de mobil-homes sont autant d'éléments qui militent en faveur de leur candidature. De plus, le projet d'acquisition des hébergements auprès d'une entreprise locale, Biohabitat, et la promesse de recruter dix saisonniers localement font partie des engagements ambitieux qui méritent d'être soulignés. Nous nous réjouissons donc du choix effectué par la municipalité.

Cependant, je tiens à attirer votre attention sur les conséquences directes de votre décision de fermer le camping pendant une année, compromettant la saison entière de 2024. Comme je vous l'avais annoncé déjà ici même, le 23 janvier, cela engendrera un préjudice touristique considérable, car les habitués ont dû se rabattre sur d'autres installations, avec le risque qu'ils ne reviennent pas. Par ailleurs, les commerçants nous le disent, cette situation a ajouté un poids supplémentaire sur l'économie de nos commerces, déjà éprouvés par les travaux sur le Cours de la République.

Alors que la tendance nationale montre une fermeture croissante des commerces de centre-ville, vous ne pouviez ignorer que la fermeture du camping ajoutée aux travaux du Cours de la République entraînerait des situations économiques difficiles pour nos commerçants. L'impact cumulé de ces décisions a et aura des conséquences graves sur la vitalité commerciale de notre ville. Je vous remercie.

**M. FORCADA :** Merci pour votre intervention et votre participation aussi aux différentes commissions. Cependant, sur vos conclusions, je vous renvoie à vos responsabilités puisque cette situation, c'est vous qui l'avez créée. Vous en êtes responsable, et justement, pour éviter



de continuer à être dans l'illégalité, nous avons dû prendre des décisions, certes difficiles, mais il a fallu les assumer, et donc ça a été fait. Voilà, donc je passe et on ne va pas polémiquer là-dessus. Je vous remercie en tout cas pour votre intervention, et je vois qu'il y a une autre main qui vient de se lever, M. PÉNAVAIRE à qui je vais donner aussi la parole.

**M. PÉNAVAIRE :** Je me permets d'intervenir sur le même sujet que Thierry DENARD, qui a bien exprimé notre position. Donc nous allons voter pour cette délibération qui attribue la délégation de service public du camping pour 18 ans à son gestionnaire historique, M. PAILHIEZ. Mais ce vote sur cette délibération ne clôt pas la séquence de votre attention sur ce dossier. La fermeture du camping a des conséquences sur la vie et sur l'économie de notre ville. Alors qu'ici même, de multiples remarques et propositions ont été faites, en temps utile, pour dire que la continuation de l'activité commerciale de ce lieu était possible, notamment cet été. Nous connaissions la fragilisation de notre centre-ville, avec notamment la baisse de la fréquentation de notre marché du mercredi. Nous nous sommes exprimés à ce sujet. Nous savions la nécessité d'avancer prudemment sur tous les sujets. Travaux, circulation, stationnement, abattage des arbres, ne serait-ce que pour protéger la fréquentation dans notre centre-ville et l'activité de nos commerçants. Mais ce n'est pas ça qui a été privilégié, bien au contraire. Et force est de constater qu'au total, la fermeture du camping aura été un véritable gâchis. Elle a privé notre ville, ses usagers, ses commerçants, d'une clientèle certaine d'habitues, avec des pertes qui se sont cumulées à celles induites par les travaux cours de la République, par les difficultés de stationnement et de circulation sur le parking Ouradou. Lézignan aurait mérité mieux que cette fermeture brutale et autoritaire du camping, et cette absence prise en compte des caractéristiques propres à notre ville.

**M. FORCADA :** Je vois que vous aimez vous faire mal. Vous aimez vous rappeler votre incompétence...

**M. PÉNAVAIRE :** Si vous aviez...

**M. FORCADA :** Non, je vous ai laissé la parole, c'est terminé. Vous nous rappelez effectivement que vous avez fait défaut à vos engagements, que vous avez été dans l'illégalité, ce qui ne vous a pas choqué, et quand on veut régulariser une situation et qu'on réagit avec, évidemment, les moyens et les lois à respecter de la République, ça vous heurte. C'est vrai que je reconnais que, dans ces moments-là, vous n'avez pas l'habitude d'avoir ce respect. Mais, malgré tout ce que vous pouvez dire, nous sommes très heureux que ce dossier ait cette issue. Vous en êtes témoin, puisque vous avez participé, en tout cas, deux d'entre vous, à chaque fois, aux différents débats, et vous avez pu apprécier l'expertise des intervenants. Et nous, je dis bien nous, ensemble, avons procédé à l'appréciation de ces points qui ont été soulevés à chaque fois : les points positifs et les points plus en retrait pour certains. Et, à l'issue, aujourd'hui, ça nous amène à proposer la candidature du camping de la SARL « Camping La Pinède » de M. Julien et Mme Marlène PAILHIEZ. Donc, je vais passer au vote et vous demander s'il y a des oppositions à cette décision.

Est-ce qu'il y a des abstentions ? Trois abstentions, vous avez vu. Je vous remercie, ce dossier est validé. Et je vous en remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité par 24 voix pour et 3 abstentions**

#### **4 – Modalités de recrutement des agents recenseurs pour l'exercice 2025**

**M. FORCADA :** On va passer au dossier numéro 4, qui est aussi là une simple modalité, que nous proposons chaque année, d'ailleurs, puisqu'il s'agit des modalités de recrutement des agents recenseurs pour l'exercice 2025. Donc, il est nécessaire de recruter des agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement de la population communale en année sur la période allant du 16 janvier ou 22 février 2025. Pour ce faire, il est nécessaire d'organiser des commissions de recrutement.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le recrutement des agents recenseurs parmi les agents communaux ou à l'extérieur de la collectivité, si nécessaire, de fixer la rémunération des agents recenseurs de la collectivité selon l'attribution d'une indemnité horaire pour travaux supplémentaires ou complémentaires ou d'une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires, et de fixer la rémunération des agents recenseurs extérieurs à la collectivité selon l'attribution d'une indemnité forfaitaire ou sur indice du premier échelon du grade d'adjoint administratif. Il est proposé le versement de la rémunération des agents recenseurs au terme des opérations de recensement au prorata du travail effectué et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Y a-t-il des observations ? Je passe au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

Madame Christine BÉNET, pour la suite.

## **5 – Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de gestion de l'Aude – Annexe**

**Mme BENET :** Donc en annexe, vous avez la convention qui sera signé par le CDG 11 et la mairie de Lézignan.

Les collectivités publiques sont tenues de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, ceci notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé de leurs agents. Le centre de gestion de l'Aude dispose d'un service de médecine professionnelle et préventive déployé en application du Code général de la fonction publique au bénéfice des employeurs publics territoriaux du département de l'Aude. Ces missions du service de médecine professionnelle et préventive s'exercent dans le cadre de l'ensemble des dispositions statutaires relatives à la santé du travail, à destination de l'ensemble des agents de la commune, et ce, quel que soit leur statut.

Ce service est constitué sous l'animation et la coordination du médecin d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels de santé qualifiés, d'experts et de personnels administratifs dédiés. L'équipe pluridisciplinaire assure, pour le compte de l'employeur, les visites médicales périodiques, les visites médicales d'embauche, les visites médicales à la demande notamment, les visites de reprise à la suite des absences pour raison de santé. Par ailleurs, le service de médecine professionnelle et préventive soutient les collectivités territoriales dans la mise en place de leurs politiques de santé au travail et propose des actions complémentaires.

En contrepartie de l'ensemble des prestations assurées par l'équipe pluridisciplinaire du service de médecine professionnelle et préventive, la commune devra verser une cotisation annuelle de 0,45 % assise sur la masse salariale de l'année N-1 pour l'ensemble des agents, quel que soit leur statut. Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières au service de médecine professionnelle et préventive du CGA 11,

d'autoriser M. le Maire à signer la convention d'adhésion au service de médecine préventive de santé au travail géré par le Centre de gestion de l'Ordre pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2025, ainsi que toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, d'inscrire au budget 2025 les crédits correspondants. Il convient d'en délibérer.  
Des questions ?

**M. FORCADA :** Y a-t-il des questions ? Je passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ?  
Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

William COMBES pour le point 6.

**6 – Plan de financement estimatif du déplacement du poste de police municipale**

**M. COMBES :** Bonsoir, tout le monde. Demande de subvention pour l'aménagement du nouveau poste de police municipale. Le service de police municipale est à ce jour composé de 16 agents de police municipale, de deux agents de surveillance de voie publique, le tout sous la direction du chef de la police municipale. Il est à noter également que ce service gère un centre de surveillance urbaine, dit CSU, auquel 62 caméras de vidéoprotection sont raccordées.

Ce service est actuellement positionné dans des locaux contigus à l'hôtel de ville. L'exiguïté des lieux ne permet pas de disposer de surface de vestiaire suffisante et donc pas de vestiaire sexué, de disposer de salles de réunion briefing indépendantes, de disposer de postes de travail pour la rédaction des rapports dissociés des circulations pour le personnel, de pouvoir mettre à disposition des services de gendarmerie un poste de visualisation des images enregistrées, d'accueillir le public dans des conditions normales, de stationner les véhicules affectés au service à l'abri et surtout à proximité. Par ailleurs, seules trois pièces bénéficient d'un éclairage naturel, dont le bureau du directeur, du superviseur du CSU ainsi qu'à l'accès aux locaux et à la salle d'accueil du public. En 2022, la mairie a eu l'opportunité d'acquérir un bâtiment en centre-ville d'une surface au sol de 530 mètres carrés, autrefois exploité par un laboratoire d'analyse médicale. Un étage d'une superficie de 215 mètres carrés, dont le plancher est constitué d'une dalle en béton épaisse, couvre une partie du rez-de-chaussée, il est accessible par un escalier. Le bâtiment est implanté en limite du domaine public sur sa façade nord, tandis que le pan de mur aveugle au sud est en mitoyenneté avec de multiples propriétés privées. Enfin, à chaque extrémité, les pignons Est et Ouest sont distants de la limite domaine privé-domaine public par des cours ceintées de murs et accessibles par de larges portails. Le présent projet prévoit d'affecter 130 mètres carrés de la surface en rez-de-chaussée en bout de bâtiment, la cour qui lui est contiguë, ainsi que la totalité de l'étage à la police municipale de Lézignan-Corbières. Ainsi, l'ensemble des équipements nécessaires au fonctionnement de ce service seront regroupés sur un site unique, les conditions de travail des agents seront conformes aux différentes réglementations en la matière, le public pourra être accueilli comme il se doit.

Le descriptif de l'aménagement est le suivant. Au rez-de-chaussée, création dans la façade d'un accès public à l'accueil de la police municipale indépendant du reste du bâtiment qui sera affecté à un autre usage. Création d'un local avec banque d'accueil du public et son poste de travail. Création d'une salle d'attente fermée contiguë à l'espace d'accueil du public. Création d'un bureau pour le chef de service et d'un local de rangement pour les équipements des agents hors habillement et armurerie. À l'étage. Un espace clos sera réservé pour y transférer le CSU comprenant une salle de supervision en direct équipée de deux postes de travail.

Un bureau pour le responsable du CSU dans un espace sera réservé pour les besoins des services de gendarmerie, un local dédié au CSU, une armurerie sécurisée, une salle de réunion briefing,

un bureau équipé d'un poste de travail pour les ASVP, un bureau pouvant être équipé de quatre postes de travail pour les policiers municipaux, un vestiaire homme pouvant accueillir 16 agents et équipé de douches, un vestiaire femmes pouvant accueillir quatre agents et équipé d'une douche, deux espaces sanitaires sexués avec urinoirs côté hommes, un espace de pause équipé de mange-debout, four à micro-ondes, cafetière, réfrigérateur et évier.

Il est précisé que l'ensemble des aménagements intérieurs n'entraînent aucune modification de la structure porteuse et que les véhicules affectés au service pourront être remisés dans la cour sans aménagement particulier. Le plan de financement de cette opération d'aménagement est donc le suivant : montant des dépenses envisagées :

- Montant hors-taxa du projet : 386 724,82 euros,
- Montant main-d'œuvre : 32 425 euros
- Montant de la TVA : 91 431,81 euros,
- Montant du raccordement de fibres et acquisitions mobiliers : 38 924 euros.
- Total des dépenses hors taxes : 457 159,06 euros.
- Total des dépenses TTC : 548 590,87 euros.

Montant des financements sollicités :

- DETR : 137 147,72 euros.
- Région Occitanie : 91 431,81 euros.
- Conseil départemental de l'Aude : 91 431,81 euros.
- FIPD : 45 175,91 euros.
- Autofinancement : 91 431,81 euros.
- Total des financements sollicités : 457 159,06 euros.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement de cette opération d'aménagement, d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre. Des remarques ? Oui.

**M. DENARD** : Pour cette délibération n° 6, il s'agit d'une délibération importante pour la sécurité de notre commune, évidemment. Le projet de déplacement du poste de police vers des locaux plus spacieux, c'est un transfert qui est d'autant plus évident que le nombre de policiers et agents a notablement augmenté, passant de 13 à 18, si j'ai bien compris.

Il est essentiel, comme vous le soulignez, que nos policiers puissent travailler dans des conditions optimales avec des infrastructures et des moyens adaptés conformément aux exigences de la profession.

Cependant, avant d'aller plus loin, je ressens le besoin de soulever quelques points d'interrogation concernant cette relocalisation, notamment en lien avec la délinquance et les incivilités qui touchent notre Ville. Dans les chiffres qui ont été présentés par le Commandant de la Communauté de brigade, cette année, il est indiqué que l'on constate une augmentation de plus de 14 % des atteintes aux personnes, ce qui semble correspondre aux agressions commises sur la Ville. D'ailleurs, ma collègue ici présente pourrait en attester, puisqu'elle l'a malheureusement vécue ici sur la Ville, et au sentiment des personnes d'un certain âge ou des femmes seules qui n'osent plus venir dans les commerces pour ne pas croiser certaines populations.

Monsieur le Maire, lors de votre campagne électorale, vous aviez fait de ces problématiques un axe central de votre projet. Il nous semble donc opportun que vous nous présentiez ici, au Conseil Municipal, un état des lieux détaillé de la délinquance et des incivilités de notre commune, mais aussi, puisqu'on parle de la police municipale, de ses missions, mais également les missions du service de médiation. Il est important que la représentation municipale soit pleinement informée des enjeux de sécurité auxquels la Ville est confrontée.

Ensuite, je souhaitais évoquer un point crucial, l'articulation entre notre Police municipale et la Gendarmerie. La Gendarmerie Nationale, qui on le sait, est la véritable seule force de police judiciaire sur notre territoire. Bien qu'il soit louable d'augmenter les effectifs de la Police

municipale, nous devons garder à l'esprit que la sécurité est d'abord du domaine régalien de l'État. La Communauté de brigade de Lézignan est la plus importante du Département. Elle couvre un vaste territoire de 32 communes et près de 40 000 habitants. Elle se distingue par son fort degré d'activité. Cela impacte inévitablement sa capacité à assurer une présence dissuasive dans notre Ville. Il est donc impérieux qu'elle bénéficie d'un renforcement de ses personnels ou qu'on la décharge d'une partie de son territoire. Cela nécessite un fort engagement de notre part. Pourtant, dans le cadre des récentes créations de brigades de Gendarmerie en milieu rural, notre Département a certes été doté d'une brigade fixe à Palaja, d'une brigade mobile à Quillan, mais rien du tout sur l'Est Audois. Nous avons pourtant espoir dans la création d'une brigade initialement prévue à Montredon, ce qui aurait permis de décharger cette brigade de Lézignan et de renforcer sa présence, notamment la présence des gendarmes sur le terrain lézignanais. Il est donc évident que la gestion de la sécurité de notre Ville doit passer par un renforcement significatif de la gendarmerie.

Or, Monsieur le Maire, sur ce dossier, à aucun moment nous ne vous avons entendu prendre position. Nous avons pourtant, avec le Conseil Local de Prévention de la Délinquance, le moyen d'en alerter les représentants de l'État. Je vous appelle, Monsieur le Maire, dans les responsabilités qui sont les vôtres, à saisir toutes les occasions d'obtenir un renforcement des effectifs et des moyens de notre gendarmerie. La sécurité de nos concitoyens en dépend. Je vous remercie pour votre attention.

**M. FORCADA :** Merci, Monsieur DENARD, pour votre intervention également, nous en avons conscience, effectivement, et cela rappelle que la sécurité, cela passe aussi par la sécurité. La sécurité, c'est le respect des forces de l'ordre, ce qui n'est pas le cas de toutes les formations politiques. Malheureusement, quand on pense que la police tue déjà, c'est que, pour moi, on n'est pas citoyen, et on n'est pas, je dirais, républicain non plus.

Pour répondre à vos remarques, l'augmentation de la délinquance, c'est aussi un fait marquant qui est, je dirais, un résultat des investigations que nous réalisons et aussi de l'encouragement que nous avons vis-à-vis de toutes les personnes qui en sont victimes pour les décider à porter plainte ce qui n'était pas le cas jusqu'à récemment puisque la peur d'abord des représailles, la peur ou la méconnaissance également, nous, nous les encourageons. Nous les encourageons pour qu'on puisse, nous aussi, être acteurs de la sécurité et que les forces de l'ordre et de justice, il faut les associer, fassent leur métier jusqu'au bout ce qui nous a permis, d'ailleurs, cet été, de poursuivre quatre Lézignanais et de les envoyer derrière les barreaux. Et depuis, si vous faites votre enquête locale, vous verrez que la sérénité, je ne dis pas qu'elle est à 100 % bien entendu, mais que la sérénité est plus apaisée dans la population puisque ces individus qui étaient quand même nuisibles, aujourd'hui, sont en grandes vacances du côté de Béziers. Cela veut donc dire que nous prenons et que nous mettons en même temps toutes les forces de l'ordre en rang de bataille, que ce soit la gendarmerie puisque nous avons de très bonnes relations avec et d'ailleurs, le Commandant était avec nous encore il y a quelques jours, pour les dispositions que l'on prend, et aussi, il ne faut pas oublier, la partie sanction avec l'appui que nous avons du procureur Éric CAMOUS, qui nous suit, qui nous précède dans certains domaines, puisque nous apportons un maximum de dossiers, même si je sais pertinemment que la capacité à juger est limitée. Dans notre pays, c'est comme ça, cela ne revient pas ici à notre Conseil Municipal de gérer cette partie, c'est évident, chacun a ses responsabilités, mais dans tous les cas, quand vous avez un Procureur qui a à peu près 5 000 dossiers à traiter à l'année, par contre, il n'a que la moitié, tout juste, même pas 3 000 places, pour les juger. Ce qu'il se passe donc, c'est la relaxe pour la plupart, ceux qui n'ont pas bien sûr des cas extrêmes d'agressions et des suites malheureuses et dramatiques. La sécurité est donc quelque chose d'important et c'est ce que l'on doit à notre société, à nos concitoyens.

L'augmentation de ces forces de l'ordre pour nous passait aussi, et vous l'avez souligné, par la possibilité d'accueillir une brigade mobile. Quand l'État a souhaité en créer 200, ce qui a été fait, mais pas chez nous, nous avons fait un dossier et nous avons proposé un terrain qui jouxte

d'ailleurs l'actuelle gendarmerie, pour pouvoir accueillir les locaux de cette brigade qualifiée de mobile ce qui n'a pas été retenu par l'État, je le regrette, mais désolé, je n'ai pas eu d'autre moyen d'exercer une pression telle qu'elle soit vis-à-vis des autorités. Je le regrette, cela aurait pu renforcer l'ensemble des effectifs locaux, mais je dis bien et j'insiste là-dessus, sur la qualité des relations que nous avons avec la réactivité également et les investigations qui sont réalisées, vous l'avez peut-être vu et constaté tout l'été aussi, avec le dispositif « Place nette », où il y a eu pas mal d'investigations réalisées et quelques coups de filet également qui ont permis d'aller un peu plus loin dans la reconnaissance des individus qui sont toujours malvenus sur notre territoire. C'est donc une préoccupation, et comme vous l'avez dit, c'est une adaptation des locaux pour permettre non seulement à nos policiers municipaux, mais aussi aux citoyens qui viennent, de pouvoir être accueillis dans des conditions correctes, parce que l'actuel poste de police municipale, il ne vous a pas échappé qu'il n'y a pas de lieu d'accueil, le lieu d'accueil est devant la porte. Or, quand il pleut et qu'il fait mauvais, ce n'est pas ce qu'il y a de mieux pour accueillir les citoyens qui viennent par définition se plaindre d'un problème tel qu'il soit. J'espère donc qu'avec l'augmentation de cet effectif, que vous avez constatée et qui n'est pas terminée, nous pourrions encore plus assurer la sécurité et la sérénité que tous nos citoyens ont droit sur ce territoire. Je vous remercie.

Y a-t-il d'autres remarques ? Non ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**7 – Plan de financement estimatif de l'aménagement paysager et urbain du Cours de la République**

**M. FORCADA :** Dans la poursuite des investissements, la demande de subventions pour l'aménagement paysager et urbain du Cours de la République, c'est la phase 2. C'est donc le lieu de vie majeure pour le cœur de Ville de Lézignan-Corbières, que ce soit en termes d'activités commerciales et d'échanges. À ce jour, il est organisé autour de la circulation automobile, l'objet du réaménagement passe par sa transformation pour en faire une véritable place sur laquelle les automobiles seront toujours autorisées à circuler, mais d'une façon différente. Par ailleurs, le projet de réaménagement a été étudié comme une partie intégrante de la circulaire. Cette phase 2 va donc permettre de procéder à une réhabilitation de l'artère principale du centre-ville de Lézignan-Corbières, la phase 1 ayant consisté à rénover les réseaux humides, la réhabilitation du Cours de la République prendra en compte plusieurs dimensions socio-économiques afin de rendre à ce lieu qui a perdu son dynamisme une dimension humaine, attractive, le constat étant que le cœur de Ville se meurt, car déserté par les consommateurs réguliers ou/et occasionnels et les commerces qui préfèrent s'installer en périphérie de la Ville. Ce projet d'aménagement s'inscrit dans une logique d'ensemble permettant de tenir compte des attentes des acteurs de la vie locale, commerçants, habitants, touristes, élus. La restauration des réseaux ayant été effectuée, la seconde phase de l'opération portera en particulier sur l'aménagement paysager. Afin de s'assurer de la qualité du projet, une équipe de maîtrise d'œuvres constituée de professionnels dans divers domaines : un paysagiste concepteur, un architecte diplômé, un architecte urbaniste diplômé, un bureau d'études techniques spécialisé en VRD. Ce projet nécessite également une OPHRU, Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Rénovation Urbaine, sur le centre-ville qui est connexe à cet engagement et vient dans la continuité de l'aménagement de la place Cabrié. La mise en œuvre de cette OPHRU et du projet dans son ensemble nécessitera l'intervention d'autres acteurs, professionnels ou non, intervenant dans différents secteurs de la vie locale comme la DDTM, la DREAL, les commerçants de la Ville, l'Union des commerçants de Lézignan, les associations

culturelles, sportives et caritatives, les Chambres Consulaires comme la CCI, la Chambre des Métiers et la liste n'est bien sûr pas exhaustive.

Le plan de financement de cette opération d'aménagement donne le suivant :

- Le montant hors taxes du projet est de 1 463 670 euros, je vous fais grâce des centimes
- Le montant de la MOE est de 115 631 euros.
- Le montant de la TVA est de 315 860 euros.
- Le montant des dépenses hors taxes est de 1 538 320 euros.
- Le total TTC est de 1 895 162 euros.

Le montant des financements en face qui est sollicité :

- Pour la DETR : 473 790 euros.
- La Région Occitanie pour 315 860 euros.
- Le Conseil Départemental de l'Aude pour 315 860 euros.
- Un emprunt de 400 000 euros.
- L'autofinancement est de 73 790 euros.
- Le montant total des financements sollicités est de 1 579 301 euros.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement de cette opération d'aménagement et de me permettre de prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise à l'œuvre.

**M. FUMET** : Bonjour, tout le monde. Merci, Monsieur le Maire de m'accorder la parole. Alors en ce qui concerne le dossier 7, vous avez une demande de subvention pour l'aménagement paysagé et urbain de Cours de la République. Nous avons noté des financements sollicités notamment pour la Région 316 000 euros ainsi que pour le Département 316 000 euros. La question que je me posais, que nous vous posions dans le cadre du budget 2025 qui sera relativement contraint, quelle garantie avez-vous sur le montant de ces subventions éventuelles ? Merci.

**M. FORCADA** : C'est la procédure habituelle, on fait les demandes de subventions et on n'a jamais la certitude d'avoir le montant que l'on a demandé. Je n'ai pas de moyen de pression, il n'est pas question d'en avoir bien sûr. Chacun a son budget et la procédure fait que nous sollicitons bien sûr les financeurs habituels, État, Département, Région. Maintenant, si Madame SANDRAGNÉ et Madame DELGA nous répondront favorablement sur les montants sollicités ou moins, je ne peux pas prévaloir de la décision. Je n'ai pas de contact particulier. Désolé, mais je n'ai pas d'autres réponses à vous donner là-dessus.

D'autres remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **8 – État d'assiette et destination des coupes de bois dans la forêt communale pour l'exercice 2025**

**M. MASUYER** : Bonsoir. Environnement et développement durable. État d'assiette et destination des coupes de bois pour l'exercice 2025. Vu l'arbitre L214-5 du Code forestier, vu le courrier reçu par les services municipaux de la part de l'Agence Territoriale Ariège – Aude – Pyrénées-Orientales de l'ONF le 24 avril 2024, dans le cadre de la gestion des forêts des collectivités relevant du régime forestier, l'Office National des Forêts est tenu chaque année de porter à la connaissance des collectivités propriétaires la proposition des coupes de l'état d'assiette, c'est-à-dire des coupes prévues au programme de l'aménagement en vigueur, coupes

réglées, ainsi que, le cas échéant, des coupes non réglées, que l'ONF considère comme devant être effectuées pour des motifs techniques particuliers. Dans le courrier visé, l'Agence Territoriale Ariège – Aude – Pyrénées-Orientales de l'ONF propose l'inscription à l'état d'assiette pour l'année 2025 des coupes suivantes : parcelle 23, volume présumé réalisable : 700 m<sup>3</sup>, surface à parcourir : 10 hectares, coupes réglées et ventes.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur la destination de chacune des coupes proposées pour l'année 2025. Si le Conseil veut s'opposer à cette inscription, il lui appartient d'exposer les motifs de son refus conformément à l'article L214-5 du Code forestier. Il est ainsi demandé au Conseil Municipal d'accepter ou de refuser la proposition faite par l'ONF d'inscrire à l'état d'assiette les coupes désignées ci-dessus pour l'exercice 2025.

Le Conseil Municipal doit, dans ce cas, informer le Préfet de Région des motifs de son opposition, de demander à l'ONF de bien vouloir procéder à leur désignation, d'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

#### **9 – Convention de financement dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique au bénéfice de l'école élémentaire Françoise Dolto**

**M. GARCIA :** Convention de financement dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique au bénéfice de l'école élémentaire Françoise Dolto. Dans le cadre de la démarche « Notre école, faisons-la ensemble », lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été ouverte, impliquant tous les partenaires du milieu éducatif. Les écoles et établissements qui le souhaitent pouvaient aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leurs projets d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent ainsi bénéficier d'un soutien financier du Fonds d'initiative pédagogique. C'est donc dans ce cadre que le projet « Au fil des comptes », présenté par l'école élémentaire Françoise Dolto, a obtenu un financement de 5 452,82 euros. Cette subvention doit cependant être versée à la Ville de Lézignan-Corbières dans la mesure où ces fonds s'inscrivent dans une logique complémentaire au financement assuré par la commune pour l'enseignement, selon les modalités prévues par la convention de financement annexée à la présente délibération.

L'objet de cette convention est d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique de l'État, gestionnaire du fonds en question avec la commune de Lézignan-Corbières.

Il est donc proposé au Conseil Municipal, premièrement d'approuver la convention de financement du projet de l'école élémentaire Françoise Dolto, intitulé : « au fil des comptes », deuxièmement, d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre. Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**



**M. FORCADA** : Je demande à l'ensemble du Conseil Municipal de rester à sa place, s'il vous plaît cependant, je demande aux personnes qui sont dans la salle, au public, de la quitter, tout simplement. Merci. La séance est levée.

Monsieur le Maire lève la séance à 18h50.

---

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 19 décembre 2024.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire,**  
Gérard FORCADA

**La secrétaire de séance,**  
Sabrina FITO